

Les deux candidats à la présidence de la république ont été choisis. Deux modèles de défense vont en découler, non dans les deux semaines qui viennent mais après le second tour. Les questions de défense et de sécurité sont certes loin d'être la préoccupation principale de nos candidats et de nos concitoyens et les élucubrations d'un autre temps de quelques candidats marginaux fidèles aux thèses d'extrême-gauche pourront être mises de côté sans état d'âme.

Ce manque d'intérêt sinon une incompréhension grandissante des citoyens devront-ils être perpétués ? En effet, peuvent-ils croire que l'absence de sécurité internationale, et donc de forces armées puissantes pourtant de plus en plus virtuelles, puissent leur garantir la sécurité nécessaire à leur amélioration matérielle et à leur besoin de paix ?

La guerre est en effet aujourd'hui à la frontière de l'Europe. Le pourtour de la Méditerranée voit les gouvernements islamiques s'installer. N'oublions pas avec notre vision laïque souhaitée pour le monde que tous ces Etats ont inscrit dans leur constitution l'islam comme religion d'Etat. Et constatons que l'islam politique se diffuse en Europe au détriment de l'islam religion.

Par ailleurs, d'autres Etats africains voient leurs frontières remises en question par des crises internes qui deviennent ethniques, tribales. Il s'exprime finalement la volonté de créer de nouveaux états-nations qui préservent leur culture, leur mode de vie, leur religion... leurs caractéristiques ethniques pour ne pas dire autre chose ? Ne faut-il pas finalement s'attendre aussi à terme à la remise en question des frontières issues de la seconde guerre mondiale au profit de frontières plus conformes à des Etats-nations ?

Pour répondre à cette menace d'éclatement, ne faut-il pas s'engager vers plus d'interventionnisme militaire dans le cadre d'une autre politique étrangère, malgré son coût, et ce dans notre zone d'influence comme au Mali et la sous-région. Il faut aussi ne pas laisser s'installer comme en Afghanistan un nouveau terrain favorable au terrorisme islamiste, qui serait certainement plus déstabilisant pour l'Europe et notre pays.

Un peu plus loin, d'autres menaces se précisent aussi. Le Proche-Orient laisse la place à une guerre civile en Syrie. L'Iran marche vers la possession de l'arme nucléaire et les rumeurs de frappes israéliennes se précisent. La guerre au Proche et au Moyen Orient peut devenir une éventualité crédible. Quelle sera alors la position de la France? Quelle sera dans ce contexte la situation de la base française à Abu Dhabi et quelle sera la réaction de la France en cas d'agression de l'Iran ? Est-ce une base considérée comme « un intérêt vital » qui pourrait justifier l'emploi de tous les moyens de représailles ? Il s'agit d'un débat qui ne manque pas d'intérêt sur le rôle de la dissuasion nucléaire.

Toutes ces questions de sécurité nationale posent la question de la place donnée aux forces armées et à la capacité de décider du futur chef des armées. Les Français devraient donc bien intégrer ce fait dans leur vote et surtout dans la perception de leur sécurité future.